



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

États-Unis/Russie

Une nouvelle guerre froide en Arctique ?

Par Louis Aubert,

Co-Délégué Arctique/Antarctique des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2020.

Comment citer cette publication :

Louis Aubert,

« États-Unis/Russie : une nouvelle guerre froide en Arctique ? », Ambassadeurs de la Jeunesse, 15 juin 2020.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction – P. 2

L'Arctique : enjeu stratégique du XXème et XXIème siècle – P. 5

Une hostilité russo-américaine à tempérer – P. 6

L'Arctique, un enjeu vital pour la Russie – P. 8

Le revirement stratégique américain en Arctique – P. 11

Une asymétrie stratégique préjudiciable pour Washington – P. 14

Un réel risque d'escalade ? – P. 17

Bibliographie – P. 19

L'annonce choc en août 2019 du président américain Donald Trump d'acheter le territoire danois du Groenland a surpris l'ensemble de la communauté internationale et a suscité une vague d'indignations et de remous dans les médias internationaux. Elle a également provoqué des réactions offusquées de la part des chancelleries européennes et en premier lieu de Copenhague, que la formulation directe - comme à l'accoutumée - du président américain a profondément indigné. Beaucoup ont vu dans cette offre de rachat américain du Groenland le signe que les régions arctiques retrouvaient enfin de leur importance pour Washington et représentaient à nouveau le premier front opposant les États-Unis à leur vieil ennemi, la Russie.

Après environ trente années de rapprochement et de collaboration dans le Grand Nord entre la Russie et les États-Unis, l'Arctique semble aujourd'hui rattrapé par la situation diplomatique actuelle fortement tendue entre Washington et Moscou. À tel point que la configuration géopolitique dans les territoires arctiques n'est pas sans rappeler le contexte de guerre froide qui a opposé les deux super-puissances pendant près de cinquante ans. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si on retrouve aujourd'hui, dans de nombreuses contributions scientifiques, le terme de guerre froide pour qualifier cette dualité qui émerge de manière de plus en plus évidente en Arctique. L'abondance de travaux scientifiques sur ce sujet, accompagnée d'une frénésie médiatique, qui comme à son habitude entoure chaque décision - souvent polémique - de Donald Trump, ne fait que renforcer cette impression de tensions exacerbées entre les deux pays. Jusqu'à peut-être dépasser la réalité de la situation en Arctique ? Ces effets d'annonce, souvent tapageurs et caractéristiques de la présidence Trump, reflètent-ils néanmoins la réalité de la situation en Arctique. Ne faut-il y voir qu'une conséquence épisodique et momentanée des excentricités habituelles du président américain ? Dévoile-t-il un revirement de la pensée stratégique américaine en Arctique ?

La question est donc de savoir si nous assistons aujourd'hui à l'apparition, sinon d'un nouveau théâtre de conflit, du moins d'une nouvelle zone grise en Arctique. Car le Grand Nord est assurément amené à jouer un rôle prépondérant dans la politique étrangère de nombreux pays. Dans des régions arctiques, qui, par leurs immenses richesses ou encore grâce aux perspectives prometteuses de nouvelles routes commerciales, représentent désormais un intérêt stratégique majeur, la tentation de recourir au *hard power* peut être forte.

L'exceptionnalisme arctique¹ commandait alors aux acteurs arctiques et internationaux de s'en tenir aux outils diplomatiques pour affirmer leur point de vue, protéger leurs intérêts nationaux et régler les différends entre pays frontaliers en Arctique. Néanmoins, la présidence de Poutine a vu l'arme du *hard power* se substituer, ou plutôt s'ajouter, à l'outil du *soft power*. L'Arctique ne fait pas exception à cet état de fait. Les conséquences d'une escalade militaire, dans une région déjà pleinement intégrée aux enjeux internationaux, et par conséquent fortement sensible aux conjonctures politiques, militaires et économiques externes, n'en seraient que plus désastreuses.

Il ne fait pas de doute que l'Arctique est inséré depuis une quinzaine d'années maintenant dans les logiques globales et mondialisées et où les échanges commerciaux et paradigmes économiques jouent un rôle primordial. Ainsi, les principales puissances mondiales se prêtent également à une lutte d'influence en Arctique. En attestent l'intérêt soudain et la proposition fantaisiste de Donald Trump à propos du Groenland. Outre un évident objectif économique, un rachat du Groenland au Danemark cache en réalité une ambition stratégique : celle de contrer l'influence chinoise en Arctique, la Chine contrôlant déjà un pan important du secteur minier.

L'opposition entre Washington et Pékin se voit par conséquent transposée sur le sol arctique. Mais plus que la bataille que se livrent depuis près d'une décennie la Chine et les États-Unis, ce mouvement américain vers l'Arctique traduit en réalité un changement de position de Washington regardant les régions septentrionales. Conscients des enjeux dans la région, les États-Unis ont initié depuis désormais environ trois ans un véritable revirement stratégique : le pays, en même temps qu'il redécouvre l'importance et les richesses actuelles et surtout futures de cette région, mesure le retard pris face non seulement à la Chine, mais surtout à la Russie. Cette soudaine prise de conscience de la valeur stratégique d'un Arctique autrefois ignoré mais désormais réelle zone de contact, d'affrontement et de contestation permet à Washington de comprendre que cet espace représente, aujourd'hui plus que jamais, sa seule frontière avec la Russie². Aussi, se considérant longtemps comme protégés par les espaces naturels des océans bordant ses côtes orientales et occidentales – les États-Unis jouissent quasiment d'une insularité stratégique - Washington, en posant son regard sur le Grand Nord,

¹ Les pays arctiques s'accordaient à maintenir l'Arctique en dehors des conflits internationaux afin de préserver cette situation de paix et d'équilibre diplomatique et géopolitique dans cette région. La coopération et l'échange était alors privilégiés, le plus souvent dans le cadre de structure régionales, à l'instar du Conseil Arctique.

² 84km séparent les côtes américaines d'Alaska de celles russes au point le plus étroit du détroit de Béring.

s'aperçoit que cet immense espace arctique, vaguement incorporé dans le propre espace américain grâce à l'Alaska, ne représente pas une région neutre, non plus qu'une autre défense naturelle. L'Arctique est désormais un vecteur de menace, en rapprochant l'espace américain de zones d'influence de forces antagonistes, comme la Russie.

I. L'Arctique : enjeu stratégique du XX^{ème} et XXI^{ème} siècle

Grâce à sa présence en Arctique, la Russie est désormais plus proche que jamais du territoire américain. Le président russe Vladimir Poutine, comme Staline il y a 70 ans, a compris l'importance de l'Arctique non seulement pour les richesses qu'il renferme, mais pour sa position stratégique, alors que Washington s'oppose constamment à la résurgence de l'impérialisme russe. Ainsi, si l'intérêt de la région arctique a été en grande partie oublié par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide, ce n'est pas le cas en Russie qui a massivement réinvesti la région depuis quelques années. Les atouts de cette région restent identiques à ceux si importants aux yeux tant de Moscou que de Washington durant la guerre froide.

Le taux de salinité des mers septentrionales rend difficile la détection des appareils sous-marins, procurant à la flotte soviétique un avantage certain sur ses adversaires. La flotte en vie soviétique était elle-même protégée en hiver par l'épaisse glace qui couvre alors l'Océan Arctique et la mer de Barents. Cette dernière abrite le port militaire de Mourmansk, où mouille une part importante de la marine de guerre soviétique et la plupart de ses sous-marins nucléaires, ainsi bien protégés. De même, cette couche de glace permet à ces sous-marins, en plus d'échapper aux ondes radars ennemies, de ne pas être interceptés par des navires de surface. Enfin, les passages et les routes traversant l'espace arctique raccourcissent les distances et réduisent par conséquent les temps de trajet. Cela vaut également pour les missiles balistiques intercontinentaux. Contrôler les espaces arctiques, principalement au nord de l'océan atlantique, devient alors essentiel pour porter ses systèmes de missiles plus loin dans le dispositif ennemi. Ce fut là tout l'enjeu de cette bataille pour l'Arctique durant la guerre froide. Ou tout du moins y apparaissait clairement la nécessité de contenir l'ennemi et de lui refuser une position trop avantageuse en Arctique, à même de menacer directement le territoire national. Ce fut la mission des sous-marins américains et soviétiques, dévolus à la fois à une tâche défensive (maintenir l'ennemi à distance) et offensive (avancer le plus loin possible pour amener la portée des missiles au cœur du territoire ennemi en menaçant directement ses points stratégiques).

L'établissement, dès 1943, de la base militaire américaine de Thulé (sur la côte nord-ouest du Groenland) n'est pas anodin et traduit bien

l'importance de la stratégie d'endiguement (*containment*) des forces ennemies. Pour résumer, en termes de projection de puissance, contrôler l'Arctique permet de frapper plus rapidement, en son centre le plus vulnérable, son adversaire. Les composantes navales et aériennes de l'outil de dissuasion nucléaire étaient alors engagées dans cette confrontation entre l'URSS et les États-Unis en Arctique. La puissance d'intervention soviétique menaçait alors non seulement les États-Unis mais également l'Europe occidentale et l'OTAN, où des pays alliés, comme la Norvège ou le Royaume-Uni, étaient dangereusement exposés aux forces navales soviétiques en provenance de l'Océan Arctique et de la mer de Norvège, libre de glace grâce aux courants chauds du Gulf Stream.

Bien entendu, la configuration géopolitique internationale a fortement évolué depuis la chute du bloc soviétique en 1991 et les avancées technologiques en matière d'armement ont quelque peu réduit l'importance de ces avantages arctiques. Mais il paraît néanmoins important de revenir sur la place essentielle qu'avait alors pris l'Arctique dans les stratagèmes et les dispositifs militaires de l'époque afin d'appuyer et de souligner la dimension stratégique de cette région, qui perdure encore aujourd'hui.

II. Une hostilité russo-américaine à tempérer

La confrontation géopolitique actuelle avec la Russie aura permis aux États-Unis de prendre conscience de la dimension et de la portée stratégique de l'Arctique et de retourner, il est vrai, à un schéma davantage similaire à celui de la guerre froide. Chose à laquelle s'est employée la Russie depuis désormais une douzaine d'années. À cet égard, il est d'ailleurs étonnant que les États-Unis, première puissance mondiale et pays arctique majeur, n'aient pas développé de réelle stratégie arctique. Néanmoins et s'il est regrettable que Washington ne se soit pas autant investi sur d'autres questions de gouvernance et de collaboration dans la région, les États-Unis semblent engagés dans un développement renforcé de leur présence en Arctique, à défaut de se reposer sur une véritable doctrine polaire. Ce retour américain semble, du moins sous la gouvernance de D. Trump, marqué avant tout par une lecture binaire et antagoniste des rapports multilatéraux dans la région.

Cependant, malgré ces perspectives quelque peu alarmistes, il convient de ne pas tomber dans un fatalisme et cynisme exagérés. Contrairement

à d'autres sujets, comme l'intervention russe en Syrie, source majeure de tensions entre Washington et Moscou, les relations entre les deux pays sont relativement apaisées. Surtout, l'Arctique bénéficie d'un cadre d'échange et de dialogue sous la forme du Conseil Arctique, qui prône avant tout la collaboration entre les pays arctiques. Outre leur action au sein de ce Conseil Arctique, les États-Unis et la Russie sont parvenus à tisser de nombreux liens bilatéraux sur de nombreuses et différentes problématiques, comme en attestent les exercices et les entraînements conjoints de sauvetage entre les gardes côtes russes et américains. C'est le cas notamment dans la région du détroit de Béring où les forces américaines et russes (souvent appuyées par le FSB, les services secrets russes) œuvrent de concert pour détecter les navires polluants ou encore lutter contre les phénomènes d'immigration clandestine et de contrebande³. Il ne fait nul doute que cette coopération arctique, initiée il y a une vingtaine d'année, a contribué à réchauffer les relations entre les deux pays, alors que Moscou tentait d'obtenir les bonnes faveurs de la communauté internationale et d'intégrer plus encore des structures transnationales dominées par les États-Unis. En ce sens, la création en décembre 2018 par la Russie et les États-Unis d'un nouveau système de traçage et de gestion du trafic maritime dans le Détroit de Béring ne semble qu'être la conclusion logique d'une relation de coopération rapprochée entre les deux pays.

C'est encore cette vision des relations russo-américaines qui dominait dans les discours des politiques et spécialistes géopolitiques s'agissant du théâtre arctique il y a encore quelques années. Ainsi, l'ancien président islandais Olafur Ragnar Grimson et l'ancienne représentante américaine à la Chambre Fédérale Jane Harman s'accordent pour dépeindre la relation entre la Russie et les États-Unis comme positive et bénéficiant mutuellement aux deux pays⁴. En effet, la Russie, principal pays arctique (53% des côtes bordant l'Océan Arctique et 50% de la population arctique) n'a aucun intérêt à entraîner une escalade diplomatique et militaire dans la région, de même qu'à provoquer Washington. Moscou se contente largement du retrait américain dans cette région, ce qui lui laisse la liberté et une marge de manœuvre suffisantes pour s'y implanter durablement. Attirer l'attention de la Maison Blanche et du Pentagone vers le Grand Nord serait alors indubitablement une erreur stratégique. Ainsi, cette volonté de développer la coopération arctique ne s'est pas démentie puisqu'elle perdure encore aujourd'hui à travers notamment l'organisation par la

³ Heather A. CONLEY, Matthew MELINIO, « *America's Arctic moment, great competition in the Arctic to 2050* », CSIS, mars 2020.

⁴ Conférence organisée par le Centre Wilson le 21 juin 2017.

Russie du Forum Arctique International en avril 2019.

D'autant qu'à la sortie de la présidence Obama, le pivot vers la zone Asie Pacifique, amorcé au début des années 2010, annonçait clairement la Chine comme futur principal adversaire des États-Unis. Cela se vérifie aujourd'hui avec la guerre économique et indirecte que se livrent Pékin et Washington. Une rivalité, qui comme nous l'avons vu, s'étend jusqu'en Arctique avec l'ambition américaine de contrer l'expansion minière chinoise au Groenland. À terme donc, certains envisagent un rapprochement entre Moscou et Washington, les deux pays arctiques étant désireux de maintenir les puissances « méridionales » en dehors de l'Arctique qu'ils considèrent toujours comme une « chasse gardée », réservée aux cinq pays arctiques (Canada, États-Unis, Danemark, Norvège, Russie). La poursuite de ses ambitieux objectifs arctiques par Pékin pourrait représenter un obstacle à la fois pour les États-Unis et la Russie et donc, ironiquement, paradoxalement, rapprocher la Russie et les États-Unis face à ce futur prochain ennemi commun.

III. L'Arctique, un enjeu vital pour la Russie

Néanmoins et en dépit d'un rapprochement avéré depuis plus d'une décennie entre les deux grandes puissances arctiques, les relations russo-américaines se sont grandement envenimées depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et plus particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Cet antagonisme se ressent aujourd'hui jusqu'en Arctique. Mais c'est en 2019 que s'est réellement effectué le revirement stratégique américain en Arctique. Washington tente depuis lors, sous l'impulsion du courant néo-conservateur et des « faucons de guerre » tels que John Bolton et Mike Pompeo, de contester la présence et la domination russe dans cette région, qui dans le contexte politique actuel, sont perçues comme une menace directe aux intérêts américains. Il convient néanmoins de rappeler que la perception de l'Arctique et des enjeux qui y sont liés diffère grandement entre les États-Unis et la Russie.

Sous la présidence de Poutine, l'Arctique russe, mais plus généralement la région arctique dans son ensemble, a pris une importance prépondérante. Elle constitue véritablement le socle sur lequel se bâtit l'ensemble du système politique et économique russe (dans le modèle russe actuel, les deux sont inextricablement liés) et sur lequel se repose le futur de la nation russe. En effet, l'Arctique russe abrite près de 75%

des réserves de pétrole russe et 95% de ses réserves en gaz. L'Arctique occupe donc un rôle de premier plan dans le secteur des hydrocarbures russes (sans compter ses nombreuses richesses minières et en terres rares). Le gaz et le pétrole arctique russe comptent pour près de 20% du PIB du pays (10 à 20% selon les interprétations). En outre, le passage du Nord-Est, associé dans les projections russes les plus ambitieuses à la Route de la Soie (Polar Silk Road) promet dans le futur de très importants revenus à la Russie. Cette importance stratégique est clairement mentionnée dans les documents et rapports officiels du gouvernement russe. En plus d'une zone d'une importance critique en termes militaires, elle constitue le cœur de l'économie russe et à ce titre doit être sécurisée à tout prix. Preuve du caractère incontournable que revêt l'arctique russe, une dynamique de développement économique et infrastructurel est à l'œuvre depuis une décennie, culminant avec l'annonce du projet d'un nouveau programme arctique, présenté en avril 2019 et validé par l'exécutif russe un an plus tard. Dans la continuité de la politique arctique définie en 2008 par le Kremlin, se dessine une ligne conductrice où émergent trois axes de développement : militaire, économique et social. Jusqu'à présent, environ 300 milliards de dollars ont été investis dans le développement de l'Arctique russe. L'importance économique de la région crée un impératif de sécurisation.

Conscient de ces enjeux, Vladimir Poutine a centré ses efforts sur la remilitarisation accélérée de l'Arctique russe. En même temps que des moyens conséquents étaient alloués au maintien de nombreuses forces de combat, tout en s'assurant de leur rapide déploiement et opérabilité en temps de crise, de nombreuses bases militaires ou de secours furent réinvesties par l'armée russe ces dernières années. Dans le même temps, de nouveaux aérodromes, stations radars et ports en eaux profondes furent également établis dans la région pour y améliorer les communications et la circulation, notamment le long des côtes, permettant un contrôle intégral du passage du Nord-Est. Autre signe de l'importance qu'a acquis l'Arctique, la création en 2014 d'un nouveau centre de commandement stratégique, comprenant la Flotte du Nord située à Mourmansk (Northern Fleet Joint Strategic Command), donne plus de poids encore à l'ouest de la région arctique russe. C'est là, sur les côtes de la péninsule de Kola, que mouille une grande partie de la flotte russe et, parmi elle, ce qui constitue sans doute le principal atout militaire de la Russie : ses sous-marins nucléaires. Ces derniers, bien plus nombreux que ceux de l'OTAN dans les eaux septentrionales atlantiques et s'aventurant souvent dans les eaux territoriales de pays nordiques comme la Norvège ou l'Islande, forment le fer de lance de l'outil de puissance russe en Arctique.

Cette puissance s'exprime aussi par le nombre impressionnant de brise-glaces russes (et parmi eux un nombre conséquent de brise-glaces lourds, armés et à propulsion nucléaire). En l'état, la Russie est la seule nation arctique et au monde à détenir une flotte capable de naviguer toute l'année dans les eaux gelées arctiques, ce qui là encore lui permet une projection de puissance et une présence dans la région tout à fait inégalée. Elle est également le seul pays en Arctique à pouvoir compter sur des brise-glaces à propulsion nucléaire. Il s'agit également d'un outil stratégique majeur puisqu'il permet le contrôle et la surveillance tout aussi bien des champs pétroliers et gaziers offshore situés dans les mers de Kara, de Laptev et de Barents, que l'accompagnement des navires empruntant le Passage du Nord-Est. Les brise-glaces, tout comme les sous-marins russes, forment un élément indispensable au contrôle de la Russie sur la région et ses points stratégiques.

Plus inquiétant encore, les démonstrations de force de la part de Moscou se sont multipliées ces dernières années, avec notamment l'exercice « Tsentr » (printemps 2019). Ce dernier, s'il se déroule majoritairement dans les plaines russes du sud, comporte quelques opérations localisées dans les archipels arctiques de Sibérie et impliquant la Flotte du Nord⁵. Celle-ci, également engagée dans l'exercice Océan Shield en mer Baltique, a opéré en mer de Norvège et dans l'Atlantique nord lors de son retour vers sa base de Mourmansk. La Flotte du Nord y a démontré la capacité de la marine russe à opérer - et donc potentiellement de bloquer - l'espace maritime compris entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni (généralement désigné sous le nom de GIUK)⁶. Or, ce territoire est vital pour l'OTAN, puisqu'il représente un accès essentiel pour les États-Unis au nord de l'Europe, où se concentre la plupart des centres économiques et commerciaux européens (principales zones industrielles, technologiques et portuaires ainsi que le secteur gazier et pétrolier en mer du Nord). Le blocus par la Russie de ce territoire serait désastreux pour Washington et ses alliés.

C'est vraisemblablement cette série d'exercices et d'entraînements qui a poussé les États-Unis à se tourner à nouveau vers le Grand Nord, où l'agitation russe lui paraît de plus en plus inquiétante. Bien que présentés par Moscou comme des opérations visant à maintenir un niveau de combat suffisant, ces exercices répétés, conjugués aux intrusions régulières dans les eaux territoriales de pays limitrophes, sont

⁵ Elizabeth BUCHANAN, Mathieu BOULEGUE, « *Russia's Military Exercises Have more Bark than Bite* », Foreign Policy, 20 mai 2019.

⁶ Tyler ROGOWAY, « *Russia Sends Ten Subs Into North Atlantic In Drill Unprecedented In Size Since Cold War* », The Drive, 29 octobre 2019.

considérés par Washington comme une provocation supplémentaire dans un contexte déjà très tendu entre les deux pays. Ce repositionnement américain fait également écho aux préoccupations constantes et grandissantes de ses alliés européens, comme la Norvège. Celle-ci, qui présente une frontière commune avec la Russie, observe depuis quelques années le retour de la puissance russe en Arctique avec appréhension, malgré sa volonté de maintenir une politique de coopération avec son ombrageux voisin.

IV. Le revirement stratégique américain en Arctique

Le nouvel intérêt américain pour les régions arctiques a commencé en 2018, lorsque Trump permet de nouvelles explorations pétrolières au large de l'Alaska. C'est donc avant tout à travers un prisme économique que s'est effectué ce « pivot » vers le nord. Cependant, le style de la présidence Trump affecte également la position des États-Unis en Arctique. L'engagement de Trump en Arctique induit une nouvelle posture et une nouvelle attitude américaine dans la région, notamment en repositionnant la conflictualité avec la Chine et la Russie au centre de la stratégie arctique de Washington. Les moyens de gouvernance multilatéraux sont délaissés au profit d'une action basée sur la défense des seuls intérêts américains. La vision unilatérale que porte le gouvernement Trump sur la politique étrangère américaine et qui prévaut dans l'ensemble du monde, s'applique également à l'Arctique.

Cette approche unilatérale de la politique arctique de l'administration Trump perçait déjà avec le refus des États-Unis de signer une déclaration commune lors de la réunion du Conseil Arctique à Rovaniemi en Finlande en mai 2019 et qui présentait le changement climatique comme la principale menace en Arctique⁷. Ce retrait américain des instances arctiques et sa posture volontairement isolationniste, voire agressive, se renforcent avec le discours de Mike Pompeo, Secrétaire d'État de la Maison Blanche, prononcé le 6 mai 2019. Ce discours de Pompeo pose les bases de la nouvelle politique arctique américaine. Non seulement il confirme la volonté des États-Unis d'écarter de ses priorités la lutte contre le réchauffement climatique, qui demeure pourtant une source de vives inquiétudes pour l'ensemble des régions arctiques, mais il désigne clairement la Chine et la Russie comme principaux obstacles à la stabilité dans la région.

⁷ Simon JOHNSON, « *Les États-Unis sabordent un accord sur l'Arctique* », Challenges, 7 mai 2019.

On peut s'interroger sur la réalité de la menace russe en Arctique et questionner la légitimité de la position américaine vis-à-vis de la Russie. Mais là encore, la perception et la représentation de la menace valent tout autant sinon plus que la réalité. Les discours transcendent les faits, comme cela est bien souvent le cas en politique. Les conséquences sont en revanche bien réelles, car c'est bien cette représentation subjective, engoncée dans un prisme idéologique et politique (pour ne pas dire stratégique) qui va déterminer l'action américaine et par là dicter la politique étrangère des États-Unis. On peut déjà l'observer en Arctique, avec l'antagonisme latent entre Moscou et Washington. Le risque d'escalade, s'il demeure modéré, n'en n'est pas moins réel ; bien que les États-Unis puissent être blâmés pour la montée des tensions dans les régions arctiques, la Russie n'est pas en reste. Selon Østhagen, chercheur à l'Institut Nansen, en Norvège le développement, y compris militaire de l'Arctique russe, est pensé à travers une approche domestique et avant tout défensive. Il admet néanmoins que ces activités puissent être perçues comme l'expression offensive du pouvoir russe en Arctique⁸. Ainsi, près de 4 700 exercices militaires ont été effectués par la Flotte du Nord russe en 2017. Ceux-ci, selon certains experts, dépassent largement la simple amélioration des capacités russes de défense, en s'apparentant davantage au développement des capacités de projection de forces de l'armée russe en Arctique⁹.

Les sujets divisant Moscou et Washington sont nombreux en Arctique. L'un des plus importants concerne le contrôle de Passage du Nord-Est. Ce sont deux visions des relations internationales qui s'opposent. Alors que la Russie met en œuvre tous les moyens afin de s'assurer du contrôle intégral de cette route arctique (ce qui lui permet de se positionner comme un acteur indispensable sur ce qui sera probablement amené dans les prochaines décennies à devenir un axe majeur du commerce international), cette future dépendance envers l'appareil de régulation russe qui se dessine aujourd'hui déplaît fortement aux États-Unis. Ces derniers prônent quant à eux l'accès libre aux espaces communs, qu'ils jugent nécessaires à la circulation des biens et ainsi à faire prospérer le commerce mondial, lui-même indispensable à l'ordre mondial. Cet ordre mondial, globalisé et libéralisé ne peut dépendre de la volonté d'un seul acteur et plus précisément de la Russie.

De son côté, le Kremlin s'est alarmé à son tour des récents exercices militaires entrepris par l'OTAN en Atlantique nord et en Arctique. En

⁸ Holly ELLIAT, « *Russie is dominating the Arctic, but it's not looking to fight over it* », CNBC, 27 décembre 2019.

⁹ Heather A. CONLEY, Matthew MELINO, « *America's Arctic Moment, Great Power Competition in the Arctic to 2050* » CSIS, mars 2020.

novembre 2018 a été organisé au nord de la Norvège l'un des plus grands exercices de l'OTAN depuis près de 20 ans, « Trident Juncture », qui mobilisa pour la première fois la Sixième Flotte américaine (opérant habituellement en mer Méditerranée). Chaque camp accuse ainsi son adversaire de provocations et donc de fragiliser l'espace arctique. Cela contribue à créer un climat de suspicion et de défiance en Arctique qui peut, à terme, fortement nuire aux efforts de collaboration initiés depuis désormais trente ans. La militarisation accrue de la Russie en Arctique résulte donc essentiellement d'un besoin manifeste de protéger contre tous risques une région vitale à l'économie du pays, ainsi que de la nécessité de maintenir les forces occidentales en dehors de son espace d'influence arctique.



Cette poignée de main entre le Secrétaire d'État américain Mike Pompeo (à droite) et Sergei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, à Rovaniemi en mai 2019, cache en réalité des relations plus tendues que jamais entre Washington et Moscou en Arctique (afp.com/MANDEL NGAN).

Il semble qu'après de longues années d'oubli, la région arctique retrouve ainsi une certaine importance aux yeux de Washington. Outre un discours plus affirmé au sein des organisations régionales, comme le Conseil Arctique, il existe d'autres signes de cette réorientation américaine vers l'Arctique. Conscient d'une présence russe prédominante dans la région, les États-Unis tentent de définir l'enjeu géopolitique et économique que représente l'Arctique. Comme l'ont rappelé les déclarations de Mike Pompeo en 2019, l'Arctique a une forte signification économique, plus encore maintenant que la fonte des glaces s'accélère et que la prospection gazière et pétrolière dans les eaux arctiques peut s'y développer à nouveau. L'hostilité affichée à Rovaniemi envers la Chine et la Russie et leur politique dans le Grand Nord forme désormais le cœur de la stratégie arctique de la Maison Blanche.

Cette dualité s'exprime à travers la publication de nombreux documents officiels, dont le « Pentagon's Arctic Strategy » de 2019, qui laisse la coopération et le dialogue au profit d'un discours plus offensif, désignant la Russie comme l'une des principales menaces à la paix et à l'équilibre en Arctique et donc aux intérêts américains¹⁰. Par conséquent, les États-Unis s'efforcent d'améliorer leur faculté d'endiguement et de rétorsion en Arctique. En atteste le repositionnement de la Deuxième Flotte américaine en Arctique. Sa zone d'opération couvre la région arctique en plus de l'Océan Atlantique. De manière générale, l'on assiste à un redéploiement des forces navales et aériennes américaines vers le Nord¹¹. De même, les États-Unis entretiennent les capacités de combat en environnement glacé de leurs sous-marins, dans le cadre de leur entraînements ICEX (Ice Exercise)¹².

V. Une asymétrie stratégique préjudiciable pour Washington

Néanmoins, les États-Unis font pâle figure face aux capacités opérationnelles russes en Arctique et au développement de leurs infrastructures militaires, économiques et civiles dans la région. Washington souffre surtout d'une faiblesse structurelle au regard de son ambition arctique. Les États-Unis ne disposent pas des outils ni des moyens suffisants pour contrer l'action russe en Arctique. Le retard américain est conséquent et il est peu probable que le nouvel intérêt porté à l'Arctique sous la présidence de Donald Trump suffise à inverser cette dynamique.

La supériorité russe en matière de brise-glaces constitue un exemple frappant de l'asymétrie stratégique entre les politiques arctiques américaines et russe, en dépit de la décision du Congrès américain - après les demandes persistantes des garde-côtes d'Alaska - de lancer la construction d'un second brise-glace de première classe (brise-glace lourd) prévu pour l'horizon 2024-2025, tandis que six autres, de moindre envergure, sont prévus pour une date ultérieure. À l'heure actuelle, les garde-côtes américains ne peuvent compter que sur un seul

¹⁰ Rapport du Département de la Défense présenté au Congrès américain en juin 2019. <https://media.defense.gov/2019/Jun/06/2002141657/-1/-1/1/2019-DOD-ARCTIC-STRATEGY.PDF>

¹¹ Ekaterina KLIMENKO, « *The Geopolitics of a Changing Arctic* », SIPRI, décembre 2019.

¹² Michael PAUL, « *Polar Power USA: Full Steam Ahead into the Arctic* », German Institute for International and Security Affairs, 24 novembre 2019.

brise-glace moyen (classe 2 à 5), datant de 1976, quand la Russie aligne 5 brise-glaces de première classe (brise-glaces lourds), pour une flotte entière de 51 brise-glaces, dont 5 à propulsion nucléaire (3 sont en construction)¹³. Les États-Unis cherchent donc à rattraper leur retard mais ne peuvent rivaliser avec la Russie dans ce domaine, alors que Moscou a signé il y a quelques mois la construction du plus grand brise-glace au monde, le Linder¹⁴. Ce dernier vient s'ajouter aux six autres brise-glaces russes actuellement en construction.

Les brise-glaces américains se contenteront de tâches de surveillance et de secours. La marge de manœuvre américaine dans les eaux glacées arctiques restera donc marginale et son action sera vraisemblablement réduite à escorter les navires empruntant le Passage du Nord-Ouest. Quant aux brise-glaces russes, nombre d'entre eux sont ou seront armés de missiles balistiques, ce qui renforce leur poids et leur influence dans le jeu arctique de la Russie en Arctique. Malgré le tournant stratégique américain vers l'Arctique, motivé en grande partie par les perspectives de nouvelles richesses désormais accessibles grâce à la fonte des glaces ; et les récents fonds alloués à la construction de nouveaux brise-glaces américains, on peut s'interroger sur la volonté politique d'apporter le leadership américain en Arctique sur le long terme et sa capacité d'y contester la présence russe de manière pérenne. Car en l'état actuel, il paraît évident que les États-Unis ne font pas le poids face aux capacités russes de nuisance.

En réalité, Washington reste bien démuni face à une stratégie arctique russe, pensée et murie depuis plus d'une décennie. C'est ce que note Mathieu Boulegue de l'institut Chatham House :

La Russie a incorporé de manière constante l'Arctique dans ses réflexions militaires depuis plus d'une décennie et par conséquent l'entraînement, le matériel ainsi que l'apprentissage des méthodes de survie, de déplacement, de combat dans un environnement extrême ont été développés. De plus un effort particulier a été employé au déploiement de systèmes de défense aérien et maritimes en Arctique¹⁵. Un schéma bien différent de celui américain.

Le message de Washington semble donc paradoxal. Il affirme refuser cet état de fait, car accepter la domination russe sur l'espace arctique et

¹³ Clay DILOW, « *Russia and China vie to beat US in the trillion-dollar race to control the Arctic* », CNBC, 6 février 2018.

¹⁴ Thomas ROMANACCE, « *La Russie va construire le plus grand brise-glace au monde* », Capital, 5 mai 2020.

¹⁵ Holly ELLIAT, « *Russia is dominating the Arctic, but it's not looking to fight over it* », CNBC, 27 décembre 2019.

adopter une position trop laxiste inciterait Moscou à mener à une politique toujours plus ambitieuse et agressive en Arctique. Selon la Maison Blanche, une telle attitude serait irresponsable et mettrait en péril les intérêts américains sur le long terme. Il est vrai que les différents incidents impliquant les forces armées russes, comme le vol de chasseurs russes à proximité de transporteurs aériens américains au nord de l'Alaska (certains ont été aperçus s'aventurant fréquemment à proximité de l'espace aérien américain) peuvent justifier une telle défiance envers la Russie et ses intentions en Arctique. Or, il semble que les efforts consentis par l'exécutif américain sont bien timides au regard de l'urgence apparente de la situation et contredisent les discours officiels. C'est cette absence de réelle stratégie arctique que déplorent certains officiers américains qui, à l'instar de James Foggo, commandant des Forces Navales américaines en Europe, constatent avec amertume l'avance russe :

La Russie a reconstruit et étendu ses capacités dans l'Atlantique Nord dans des zones jusque-là désertées depuis la guerre froide. Les capacités russes améliorées de projection de puissance dans cette région et autour des routes stratégiques depuis l'Arctique jusqu'à l'Atlantique nord et le GIUK requiert notre plus grande attention¹⁶.

Quant à la Russie, s'il est clair qu'elle n'a aucun intérêt à raviver une trop forte opposition internationale et plus en particulier américaine en Arctique, son attitude reste fortement ambiguë et sujette à différentes interprétations. Ce manque de clarté et de transparence contribue également à renforcer l'antagonisme vis-à-vis de la Russie. Le peu de lisibilité des intentions russes résulte, en partie, d'un particularisme inhérent à l'orientation stratégique de la Russie. Quelque peu enfermé dans son rôle de principal antagoniste mondial, Moscou articule également sa stratégie arctique autour d'une tension permanente entre une attitude belliciste et une volonté de coopération. Signe de cette dichotomie, la Russie a accueilli en avril 2019 le Forum Arctique International qui s'est avéré être un beau succès pour l'image de la Russie en Arctique. Moscou n'en délaisse donc pas moins la collaboration en Arctique. Cela peut aider la Russie à asseoir la légitimité de son action arctique, preuve encore une fois d'une stratégie arctique russe complète, crédible et polyforme. Le contraste avec la politique arctique américaine qui méprise, comme à son accoutumée, les canaux multilatéraux d'influence, est dur et saisissant.

¹⁶ Heather A. CONLEY, Matthew MELINO, « *America's Arctic moment, great competition in the Arctic to 2050* », CSIS, mars 2020.

VI. Un réel risque d'escalade ?

L'action internationale américaine suit à l'heure actuelle une posture et une pensée idéologique quelque peu hybride : entre isolationnisme, conservatisme et libéralisme. Washington maintient toujours son objectif premier de défendre les intérêts américains à travers la planète, mais cet objectif se double d'une autre ambition, récurrente dans la politique étrangère américaine, celui d'assurer un accès libre aux espaces communs. Selon Donald Trump, cette liberté est aujourd'hui menacée en Arctique par la Russie. Cette dernière, malgré les réactions hostiles que provoquent sa politique nationaliste et le retour d'un fort impérialisme russe, n'a en réalité que peu à craindre des États-Unis en Arctique. Vladimir Poutine joue de la division que crée la personnalité clivante du président américain. Cela vaut tout aussi bien en Europe qu'en Arctique.

Moscou est déjà bien engagé pour devenir le principal acteur arctique grâce au développement du Passage du Nord-Est. Les multiples incursions et provocations aériennes et navales sont essentiellement destinées à marquer la présence russe en Arctique et font partie du jeu mené par le Kremlin. Elles visent avant tout à intimider, comme c'est le cas en mer Baltique. En ce qui concerne la rapide militarisation de l'Arctique russe ces dernières années, il convient de prendre en compte la fonte des glaces, qui constituaient jusqu'alors sa principale barrière défensive dans ses limes occidentales (Océan Arctique et mer de Barents). Cela rend la Russie plus vulnérable en s'exposant à d'éventuelles offensives étrangères dans une région arctique devenue absolument essentielle à la survie du pays. En somme, les infrastructures défensives russes se sont substituées au mur de glace. La principale menace pour la Russie ne viendrait pas des États-Unis, mais à terme de la Chine, dont les ambitions en Arctique ne semblent pas connaître de fin.

Enfin, si l'on peut qualifier la montée des tensions en Arctique entre Washington et Moscou de nouvelle guerre froide, il faut cependant rester mesuré. Le camp occidental est loin de poursuivre les mêmes objectifs que ceux américains et la forme employée par l'administration Trump divise plus qu'elle ne rassemble. Bien que certains prônent un discours fort - et cette approche peut être pertinente face à une Russie qui ne s'embarrasse plus des menaces en demi-teinte occidentales - les mots, chez Donald Trump, ne sont pas accompagnés d'actions suffisantes, contrairement à son homologue russe. L'antagonisme

retrouvé entre Russie et les États-Unis traduit certes un revirement stratégique vers l'Arctique, qui sera amené assurément à prendre une place plus significative dans la politique étrangère américaine ces prochaines années, mais reste pour l'heure spécifique à la présidence Trump. En fonction des résultats des élections présidentielles américaines en novembre 2020, les relations entre les deux pays pourraient être redéfinies. Ce recentrage arctique américain tient-il donc d'une pensée basée sur le long terme ? Il est permis d'en douter.

Bibliographie

- Christopher TREMOGLIE, *“Is a Truly Cold War Emerging in the Arctic”*, National Review, 9 juin 2019
- Brian L. SITTLOW, *“What’s at stake with Rising Competition in the Arctic”*, Council on Foreign Relations, 1er mai 2020
- Ekaterina KLIMENKO, *“The Geopolitics of Changing Arctic”*, SIPRI, décembre 2019
- Heather A. CONLEY, Matthew MELINO, *“America’s Arctic moment, great competition in the Arctic to 2050”*, CSIS, mars 2020
- Michael PAUL, *“Polar Power USA: Full Steam Ahead into the Arctic”*, German Institute for International and Security Affairs, 24 novembre 2019
- Michel FOUCHER, *« L’Arctique, la nouvelle frontière »*, Biblis Inédit, 2014
- Klaus DODDS & Mark NUTTALL, *“The Arctic: What Everyone Needs to Know”*, Oxford University Press, 23 mai 2019
- Gunhild HOOGENSEN GJØRV, Marc LANTEIGNE, Horatio SAM-AGGREY, *“Routledge Handbook of Arctic Security”*, Routledge, 9 janvier 2020
- Marlene LARUELLE, *“Russia’s Arctic Policy, a Power Strategy and Its Limits”*, IFRI, mars 2020
- Ekaterina KLIMENKO, *“Russia’s new Arctic policy document signals continuity rather than change”*, SIPRI, 6 avril 2020